

30 mai 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE D'AFRIQUE DU SUD À PRETORIA.

Je suis très heureux d'être parmi vous, vraiment.

D'abord, je veux remercier monsieur l'Ambassadeur et son épouse de nous accueillir ici même et de nous permettre de passer ce temps ensemble et je suis très heureux avec madame et monsieur le ministre d'être là et avec plusieurs de nos parlementaires. Il y a votre députée, deux parlementaires fortement engagés à l'Assemblée nationale, et une députée européenne, qui constituent une délégation, je dirais, originale. Elle est encore plus originale parce que, et je tiens à nouveau à le remercier, le ministre allemand de la Santé, Jens SPAHN, est avec nous et a contribué aussi à porter un message européen dans cette aventure, de même que Monsieur Makhtar DIOP, qui doit être aussi ici et qui a permis de faire rentrer, si je puis dire, dans l'équipe France, la Banque mondiale et son travail ! C'est un peu ce qu'on a voulu faire, je vais y revenir, durant ces quelques jours.

En tout cas, je voulais vraiment saluer donc les ministres, les parlementaires, les ambassadeurs et ambassadrices ici présents, évidemment les consuls généraux, les conseillers des Français de l'étranger, et l'ensemble de celles et ceux qui portent la France ici et vous tous et toutes mes chers compatriotes.

D'abord, je disais que j'étais heureux d'être parmi vous parce que je devais venir il y a un an et, malheureusement pour nous tous, les circonstances ont bloqué beaucoup de choses. C'est la première fois que je me redéplace aussi loin depuis le début de la pandémie et c'est aussi pour ça que je tenais à rester quelques heures de plus, avec les ministres, pour avoir l'opportunité, après la fin de tous les rendez-vous diplomatiques hier soir tard, pour avoir ce matin la possibilité de vous retrouver et passer ce moment avec vous avant de devoir repartir.

Alors je sais combien la pandémie de Covid-19 a eu un impact sur vos vies personnelles, professionnelles et je veux ici avoir une pensée pour toutes celles et ceux qui l'ont vécu parfois dans leur chair ou qui se sont retrouvés loin de leur proche ou de leur famille qui ont été touchés. Evidemment, le pays ici a été beaucoup touché et c'est sans doute l'un des pays d'Afrique qui a eu à vivre le plus durement cette crise. Mais une pensée aussi pour tous nos compatriotes qui ont été touchés dans leur vie personnelle par cette crise. Je veux vous remercier et vous féliciter d'avoir tenu bon. Vous vous êtes adaptés dans un contexte sanitaire inédit et vous avez été solidaires, vous inspirant un peu de cet esprit de l'ubuntu et tenant ensemble avec force. Je veux vraiment remercier l'ambassade et les consulats, les chefs d'îlots, nos écoles à Johannesburg, au Cap, à Pretoria, les nombreuses associations françaises que vous représentez ce matin, vous vous êtes soutenus les uns les autres pendant tous ces mois dans un pays où le contexte a été très difficile. Madame la députée le sait ô combien, avec une période très longue en Afrique du Sud, pratiquement 12 mois de confinement avec des paliers variés, et je le disais, vous avez tenu. Et donc je veux vraiment remercier évidemment les services de l'Etat et toutes les associations qui ont contribué à cela. Remercier aussi les services de l'Etat qui ont mis en place en un temps record les opérations de rapatriement de touristes, d'Européens, de Sud-Africains bloqués dans les pays durant les premiers mois du confinement. Nous n'oublions pas, on était avec le ministre le premier jour et les premières semaines, il y a un travail extraordinaire qui a été fait par les services du Quai d'Orsay et par toutes les équipes qui se sont relayées jour et nuit et toutes les équipes sur place soirs et week-ends, qui ont mené et tenu les permanences. On pensait initialement raccompagner 2 000 personnes, vous en avez raccompagné ici 6 000 depuis le Cap et Johannesburg avec efficacité, sans accroc. Vraiment immense bravo pour cela et merci. Vraiment !

Merci aussi à vos élus, députés et sénateurs de votre circonscription ainsi qu'aux conseillers français de l'étranger qui vous représentent. La crise a une nouvelle fois démontré leur importance, leur soutien et le rôle précieux qu'ils jouent en période si difficile. Vous êtes dans une période où beaucoup ont pu d'ailleurs commencer à voter de manière électronique et vous pourrez voter demain dimanche à l'urne aux consulats généraux de France à Johannesburg et au Cap. Et je pense que cette démocratie aussi des Français de l'étranger est importante et je vous invite toutes et tous avec vos convictions, vos choix, à y participer.

Alors maintenant, j'ai envie de parler de présent et d'avenir. Ce sont les quelques mots que je voulais partager avec vous. D'abord, un message de confiance, d'espoir quant à la pandémie. Au fond, le premier axe de la visite que nous effectuons ici, c'est un axe sanitaire, celui d'ailleurs que nous menons depuis le début avec l'Afrique du Sud dès les premiers jours, avec le président RAMAPHOSA et ses collègues qu'il avait réunis, nous avons lancé une initiative ACT-A, pour essayer justement de construire la réponse à la pandémie avec les pays d'Afrique, la réponse sanitaire et économique. Alors, il y a la suite de ces projets et puis il y a le très court terme. Le très court terme, comment nous allons gérer les choses ? D'abord, il y a la décision qui a été prise par les autorités sanitaires, et qui je sais à fait râler certaines et certains, et c'est normal, qui était de prendre des précautions au retour avec la période d'isolement compte tenu de la présence des variants et de la remontée. Sur ce sujet, vraiment je veux vous dire que d'abord notre devoir c'est tous d'être extrêmement précautionneux dans cette période. Et c'est pour ça que nous sommes face à ce qui pourrait être une contradiction mais à laquelle nous répondons par une double ambition. On a demandé aux Françaises et aux Français beaucoup d'efforts et tous les pays européens sont dans cette situation - l'Allemagne a fait pareil - de confinements intégraux et autres, et donc on doit être très prudent pour ne pas réimporter les variants qui circulent sur d'autres territoires. Donc, on va continuer à avoir cette vigilance et dans le même temps, nous tenons et nous continuerons de tenir à cette solidarité à l'égard de toutes les Françaises et de tous les Français qui vivent partout dans le monde. Donc là, dans un premier temps, il y a eu la mesure d'isolement, qui est plus courte que dans beaucoup d'autres pays, je tiens quand même à le signaler, de dix jours. Ce sur quoi on travaille, autorités sanitaires avec autorités sanitaires, c'est d'aller d'une part vers le raccourcissement et, je l'espère, la fin dans les prochaines semaines de cette période, parce que même s'il y a une vague qui est en train de monter, elle est bien maîtrisée et on a appris. D'autre part, parce qu'on va aussi et on est en train partout, je vais y revenir, de développer la vaccination. Et donc, ce qu'on a demandé, c'est de regarder comment on pouvait différencier les cas lorsque que les gens ont reçu du vaccin. Donc, on va ensemble progressivement, je vous demande un peu de patience, faire avancer et faire cheminer les choses. Par contre, ce qu'on ne peut pas faire, c'est dire il n'y a pas de règle et on ne peut pas ignorer les situations pandémiques partout dans le monde avec leur dynamique. Donc ça c'est le premier point pour que vous sachiez qu'on va continuer d'être très rigoureux, que je sais que ça pose des contraintes pour celles et ceux qui ont des familles et veulent les retrouver, mais qu'avec pragmatisme et considération, on va continuer de les lever.

Ensuite, il y a la vaccination. Nous sommes arrivés hier matin, notre ambassadeur s'est battu pour les sortir de l'avion, avec 2 200 doses de Johnson & Johnson, ce qui va permettre de vacciner la communauté française pour les plus de 55 ans puisqu'on applique les mêmes règles, évidemment que nous appliquons dans notre pays, plusieurs autres pays vaccinent pour les moins de 55 ans avec le Johnson & Johnson, ce n'est pas la recommandation de l'Agence européenne du médicament et de nos autorités, donc on applique les mêmes règles. Ce qui va permettre quand même de vacciner très vite beaucoup de Françaises et de Français qui sont éligibles. Ce que nous souhaitons faire, c'est ensuite pendant l'été, d'une part, évidemment, permettre un accès privilégié et donc avec nos ambassades, permettre de vous préinscrire dans les centres de vaccination pour celles et ceux qui rentrent et permettre aussi, durant l'été, de livrer des doses complémentaires pour, en quelque sorte, être toujours en avance de phase par rapport aux pays où vous êtes en train de vivre et surtout permettre d'être dans le flux de la campagne de vaccination que nous menons en France puisque j'ai pris l'engagement de proposer à toutes les Françaises et tous les Français d'ici la fin de l'été, la vaccination. Donc, on va continuer ensemble de déployer cette stratégie, d'avancer avec beaucoup de détermination. Ça, c'est pour le court terme et pour ce qui nous concerne, vous concerne.

Après plus largement, il y a l'ambition que nous portons pour essayer de vaincre la pandémie partout sur le continent. Je le disais, nous avons lancé l'initiative ACT-A avec en particulier en son sein, un levier qui est celui des vaccins et des soutiens au système de santé primaire. Sur ce sujet, on va continuer d'avancer. La France s'est engagée à donner, et a commencé, à donner 30 millions de doses. L'Allemagne s'est engagée à donner aussi 30 millions de doses, ce qui permet à l'Union européenne de s'être engagée à donner 100 millions de doses. On doit faire et on va faire beaucoup plus. Et donc sur ACT-A, deux choses. Nous, on va continuer d'investir. La France, je l'ai annoncé hier, va rajouter 500 millions d'euros à l'initiative ACT-A parce qu'on a besoin d'avoir cette solidarité et à côté de cela, nous sommes aussi plus exigeants compte tenu de ce contexte, et donc, on veut aussi plus de transparence et de responsabilité et de reporting. Pourquoi ? Parce qu'on a besoin de mieux comprendre, pays par pays, où sont les besoins et exactement de mieux comprendre où va l'argent qu'on met, combien on paye les vaccins et où ils arrivent. Et donc là, à la fois, je mets de l'argent de notre pays parce que c'est une initiative essentielle, mais on va mettre plus d'exigences parce qu'on a besoin d'y voir plus clair. Parce qu'on est dans un contexte très particulier où beaucoup d'argent public a été mis depuis le début de cette crise partout dans le monde, où il y a beaucoup de profits qui sont légitimes quand ils correspondent à de l'innovation, mais chacun doit prendre sa responsabilité aussi. Il ne doit pas y avoir du surprofit indu et surtout, on doit aller beaucoup plus vite. Et ça, c'est à la fois un devoir de solidarité à l'égard de l'Afrique, mais c'est aussi une notion d'efficacité. Et je l'ai répété à plusieurs reprises parce que tant que nous n'avons pas vacciné partout, nous sommes exposés à un risque. Parce que ça veut dire que l'épidémie peut continuer à se propager chez les plus pauvres, que des mutants peuvent arriver et ensuite revenir, et donc c'est notre intérêt bien compris. Et donc moi, je veux tenir cet objectif en Afrique d'atteindre les 40 % de vaccinés d'ici la fin de l'année et de tenir avec l'Afrique le 60 % mi 2022. 40 % fin 2021, 60 % mi 2022. Il

est atteignable si on accélère les dons de doses, si on accélère les transferts de technologie pour produire en Afrique. C'est ce qu'on a décidé hier et c'est ce qu'on a fait avec l'Allemagne, avec les Etats Unis d'Amérique, que je remercie ici aussi par le truchement de leur ambassadeur. Et c'est ce qu'on fait aussi avec la SFI et l'Agence Française de Développement, donc, AFD et SFI ont travaillé très étroitement ensemble et Makhtar DIOP, je crois, est aussi ici, et a fait un remarquable travail avec nous pour avancer dans cette dans cette direction et avec un travail très étroit avec l'Africa CDC et nos entreprises, Sanofi et plusieurs autres. Donc, cette équipe-là qu'on veut former, c'est comment produire plus en Afrique pour atteindre cet objectif. Dons de doses, accroître la production en Afrique et lever toutes les contraintes face à cela et être plus exigeant pour avoir le bon prix, et l'accélération.

Ça, c'est sur le sanitaire. C'est ce sur quoi on va continuer d'avancer. J'ai pris des engagements avec le président RAMAPHOSA d'ailleurs dans les prochaines semaines de nous coordonner pour avoir une initiative commune en G7 parce qu'il est leader, et c'est l'histoire d'ailleurs de ce pays. Pour lever justement toutes les contraintes de propriété intellectuelle et pour permettre d'accélérer la vaccination. Nous soutenons cette initiative, mais quand on rentre dans le détail, c'est ce que j'ai expliqué hier, pour tout vous dire et partager les détails et la vérité sur ce sujet, le cœur du problème aujourd'hui, ce n'est pas tant la propriété intellectuelle que le transfert de technologie. Et je dirais même, on donnerait gratuitement la propriété intellectuelle des vaccins ARN messenger à la France, nous ne pourrions pas les produire avant 2 ans. La clé, c'est comment on produit les capacités, on transfère la technologie et le savoir-faire. C'est ça la clé. Et donc, il ne faut pas qu'il y ait de contraintes par rapport à ça. Et donc, notre bataille, elle doit se focaliser sur les prix les plus bas possible pour les vaccins qui existent et qui sont produits, la transparence sur ses prix parce qu'aujourd'hui, les pays les plus pauvres les achètent parfois beaucoup plus cher, et l'accélération du transfert de technologie pour utiliser les capacités existantes partout afin de les accroître et de produire là ces vaccins. Par contre, l'engagement que j'ai pris, c'est de dire partout où la propriété intellectuelle est un frein, nous devons la lever, soit, comme on l'a fait avec les trithérapies au moment du VIH dans nos accords dits TRIPS, soit avec des « waivers » qu'il faudra à ce moment-là négocier ad hoc et suivre l'idée du président RAMAPHOSA.

Le deuxième message que je voulais vous passer, c'est un message de confiance et d'espoir sur le plan économique. Tous nos pays ont été touchés très, très fortement sur le plan économique. Évidemment, notre pays, la France aussi et en Europe, nous avons eu la possibilité, en quelque sorte, de choisir l'humain face à l'économie. Quand on prendra le recul de cette crise, je pense qu'on se souviendra de cette période comme une période inédite où tous les pays européens ont fait ce choix d'arrêter ce qui paraissait inarrêtable pour protéger les femmes et les hommes. Ce qui, à mes yeux, est un réflexe, si je puis dire, extraordinairement rassurant. Nous avons collectivement fait le choix de l'humain. On a protégé des vies en arrêtant tout. Et donc, tout ce qui paraissait être des tabous absolus, des règles financières, budgétaires, des avancées économiques, a été suspendu pour protéger. C'est notre fierté et nous l'avons fait en même temps avec un choix très solidaire. Ce sont les gouvernements, et la France est sans doute l'un de ceux qui a été le plus volontariste en la matière, qui ont pris la charge et le coût. Et donc en effet, on a constitué ce qu'on appelle une dette COVID, mais c'est simplement qu'on a essayé de protéger à la fois les ménages et les entreprises face à cette crise. Je crois, je suis convaincu, que c'est ce qu'il fallait faire pour ne pas qu'il y ait d'injustice encore plus qu'il n'y en avait face à l'épidémie, pour ne pas que nous détruisions parfois des vies, du capital humain, des savoir-faire, de la compétence. Mais nous avons fait ce choix parce qu'on a pu le faire, beaucoup de pays n'ont pas pu faire ce choix et l'injustice mondiale face à cette crise c'est que beaucoup de pays à revenus intermédiaires ou de pays pauvres ont pris la crise de plein fouet et ils ont vécu une crise économique et n'ont pas pu faire ce choix. Et donc c'est aussi pour ça que si nous voulons un ordre mondial et une coopération internationale qui se tiennent, nous devons de la solidarité dans le contexte de sortie de crise, parce que le plus grave est la crise économique et sociale partout et en particulier le continent africain.

Et donc, nous, nous sommes en train de construire en Europe nos plans de relance. Dans quelques jours, on aura la première émission européenne commune, ce qui est une révolution pour l'Europe, ce qui est la conséquence de notre décision de juillet dernier, le 1er juin, vous aurez les premières émissions communes sur les marchés de l'Europe. C'est historique. Mais dans le même temps, nous devons bâtir les éléments de notre solidarité avec l'Afrique et ça c'est la poursuite justement de l'initiative ACT-A et ce qu'on a fait il y a quelques jours en France qui était le sommet sur le financement des économies africaines où le président sud-africain était venu. Là-dessus, quelle est notre stratégie ? C'est de tout faire pour mobiliser les financements internationaux afin d'aider l'Afrique à rattraper l'effet du Covid et on connaît les chiffres. C'est au moins 290 milliards de dollars entre maintenant et 2025 et on est très loin d'y répondre et c'est pour ça que nous soutenons un choc macro-économique massif avec une émission de droits de tirage spéciaux au FMI où les Etats les plus riches donneraient les leurs aux pays les plus pauvres. Si la mécanique se tient, c'est 33 milliards simplement qui va à l'Afrique sur ces 650. Nous, ce qu'on dit, on va rendre une partie de nos droits. Si tous les autres font comme nous, on atteint 100 milliards pour l'Afrique. Hier, le président RAMAPHOSA m'a posé un défi, c'est d'aller plus loin encore. Donc, je vais le relever. Mais il a raison.

Ça, c'est le premier levier. Le deuxième, c'est de moderniser les règles. Banque mondiale, FMI, c'est d'essayer de réfléchir sur une partie de la vente des réserves d'or du FMI parce que c'est un point essentiel si on veut mobiliser plus d'argent. Et c'est ça aussi pendant la crise, dans ce contexte là, c'est aussi comment mettre

mobiliser plus d'argent. Et cet or a monte pendant la crise, donc, autant l'utiliser. C'est aussi comment mettre ces droits de tirage spéciaux dans les banques de développement régionales en Afrique et donc d'inventer une nouvelle ingénierie financière pour aider l'Afrique aussi à se développer elle-même. C'est de mobiliser également les financements privés et donc avec la SFI, l'AFD, nous avons mobilisé une initiative pour lancer l'entrepreneuriat en Afrique. Il y a un milliard d'euros qu'on va mobiliser pour accompagner les entrepreneurs, justement, qui sont les plus à risque pour un peu avancer sur leurs différents marchés.

Cet ensemble, c'est ce New Deal économique et financier qu'on a lancé à Paris, il est extrêmement important. Et en Afrique du Sud, il y a un point d'appui essentiel. Je pense que si, dans les prochains mois, on ne fait pas ce changement qui est un changement de cadre conceptuel, de relations à l'Afrique, d'ambition, nous prenons une responsabilité colossale parce qu'on condamnera l'Afrique à vivre durablement dans une crise économique. Il ne faut pas se tromper sur les chiffres. Même si la croissance est là, elle est nettement inférieure à la dynamique démographique en Afrique. C'est une récession en termes réels que l'Afrique vit encore cette année, après l'année dernière. Et donc aujourd'hui, l'Afrique ne construit pas la croissance qui permet de répondre à ses besoins naturels. L'Afrique est une chance parce que c'est un continent jeune, en plein boom. Vous le savez infiniment mieux que moi. Cette chance devient un cauchemar si on laisse l'Afrique face à ses problèmes seule. L'Afrique ne demande pas d'aide, elle demande un investissement légitime pour qu'elle puisse prendre sa part de réussite. Et nous, Européens, nous avons eu la chance d'avoir cet investissement au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. La communauté internationale a investi en Europe massivement pour nous aider à réussir. Et cet investissement solidaire auquel nous croyons avec le ministre, l'AFD, est vraiment ce sur quoi nous voulons avancer. C'est cette philosophie que je voulais partager avec vous parce qu'au fond, vous en êtes les dépositaires.

Et donc, tout cela doit se fertiliser, si je puis dire, se déployer ici, d'abord parce que vous allez porter cette ambition sur le terrain. Ensuite parce que vous l'avez en quelque sorte anticipée. Nos conseillers ici présents, qui tiendront dans quelques jours un séminaire international avec lesquels j'étais à l'instant, nos conseillers du commerce extérieur, notre équipe de France fait un travail depuis plusieurs années ici avec les entreprises présentes qui a déjà consisté à accompagner l'ambition de l'Afrique du Sud et à dire "Nous, on investit. Nous, on y croit." On a plus de 350 entreprises dont 30 du CAC 40. Ici, les entreprises françaises emploient plus de 65 000 personnes. Elles ont souvent leur siège régional voire continental ici. Et donc ça c'est une chance pour démultiplier ce qu'on est en train de faire. Et je fais une parenthèse. La seule chose que l'on peut reprocher à la France dans ce contexte, c'est d'avoir volé un talent pour l'amener au Gouvernement. Je l'assume. Et donc en effet, on a ramené Elisabeth au pays pour aider à avancer sur des sujets importants. Mais cette force-là, il faut la développer et donc, sur la base de cette initiative macro-économique, de notre présence aujourd'hui, de ce qu'on a discuté ces derniers jours, nous allons avancer massivement pour investir ici et porter des projets, pour aider l'Afrique du Sud et la sous-région à réussir grâce à notre ambition : projets dans différents secteurs, plusieurs d'entre vous, d'ailleurs, les ont lancés, infrastructures, renouvelable, énergie, nucléaire, transports, éducation, numérique. Je rappelle que c'est l'une des premières FrenchTech qu'on a monté ici même. On a donc tous les secteurs qui sont ici représentés, sur lesquels on veut avancer. Agroalimentaire, santé, retail, construction, tourisme, transports, sécurité. Donc on a, si je puis dire, une plateforme qui est extrêmement large et, en respectant les principes Sud-Africains de l'inclusion sociale, de la formation des jeunes, on va avancer et je souhaite, je veux qu'on investisse beaucoup plus, et qu'on porte cette ambition.

Dans ce contexte-là, un point qu'on évoquait tout à l'heure, d'ailleurs avec la délégation économique et je remercie toutes les entreprises qui, indépendamment de celles qui sont présentes sur le territoire de longue date, ont fait le voyage avec nous pour porter cette ambition. On a un sujet qu'on développe partout, c'est celui de la formation. Vous le savez, en tant qu'acteur de long terme, on le voit partout en Afrique et moi, depuis quatre ans c'est ce que j'entends de la part de tous nos entrepreneurs, de tous nos grands groupes et des dirigeants africains les plus engagés. Le sujet, c'est comment former les cadres intermédiaires et comment justement former cette jeunesse pour réussir. Dans ce contexte, nous avons vraiment fait le maximum pour renforcer la formation professionnelle - l'éducation, puis la formation professionnelle. L'éducation, on le fait là aussi depuis maintenant trois ans. Nous avons coparrainé avec Macky SALL, le refinancement du Partenariat mondial pour l'éducation et on a remis beaucoup d'argent dans ce secteur. On a mobilisé avec l'Agence française de développement beaucoup de financements sur le volet éducation et formation professionnelle depuis le début de cette stratégie, et c'est la loi que porte le ministre, soutenue d'ailleurs par le député Hervé BERVILLE sur la base de son rapport qui permet d'avancer parce qu'on met beaucoup plus d'argent sur tous ces volets.

Plusieurs initiatives ont été lancées ici même sur ce volet. Le label French Skills, qui va devenir une marque de qualité et offrir de très belles opportunités à nos jeunes recrues en Afrique du Sud et qui va falloir pousser, relayer, à la fois on le finance et de l'autre côté, les entreprises l'accompagnent. Ensuite l'initiative prise par Schneider Electric, accompagné par l'AFD avec la formation de 10 000 électriciens, ce qui correspond à 10 % du besoin identifié du pays. Et puis ce qu'a fait Trace Academia que j'évoquais hier, qui est là aussi de la formation de plusieurs millions de jeunes dans toute la sous-région. Le ministre a lancé hier ce volet, donc tout cela est une approche extrêmement cohérente qui vient sur le terrain relayer notre ambition macroéconomique et avec toutes nos grandes entreprises Air Liquide, Alstom, Total, EDF, Engie, Advini, Vivendi, Saint-Gobain,

qui ont d'ailleurs pour beaucoup fait des acquisitions récentes. C'est la mobilisation de cette équipe de France, de nos conseillers du commerce extérieur, de la Chambre de commerce franco-sud-africaine pour mobiliser cette énergie et réussir ce qui est au fond une sortie de crise gagnante pour tout le monde.

Enfin, le troisième élément sur lequel je voulais terminer ce propos, c'est l'idée de ces partenariats. Je l'ai évoqué hier avec le président RAMAPHOSA. C'est le cœur de la philosophie que nous portons depuis le discours de Ouagadougou, c'est de dire "Nous voulons réinventer une alliance équitable, réciproque avec l'Afrique." On connaît notre passé traumatique. Il a une forme différente ici-même, même si je l'ai vu hier même dans les questions qui m'étaient posées, tout ça se mélange, et la France est à la fois cette amie qu'on connaît si bien et avec laquelle on vit depuis tant d'années et puis, le cœur parfois d'un ressentiment chez les uns, d'une manipulation mémorielle chez les autres, et de problèmes qui ne sont pas encore réglés. Et c'est d'ailleurs ce chemin sur lequel on a essayé d'avancer au Rwanda avec beaucoup d'humilité et de patience. Mais je suis sûr d'une chose, c'est que l'on ne peut pas dire tout à la fois : l'Afrique est un continent jeune dont près de 80 %, 90 % de la population, est née après toutes les périodes de colonisation et dire nous, on va rester dans ce discours avec l'Afrique et dans un rapport avec l'Afrique qui, en quelque sorte, porte l'ombre de cette relation. On doit aussi avoir la capacité et le courage de le réinventer et ça se fait par le truchement des rapports humains.

Vous en êtes les dépositaires et pour moi, tous les partenariats exceptionnels que nous avons dans différents domaines sont clés en la matière. En matière de sciences, de recherche, de culture, l'Afrique du Sud recèle d'immenses talents. Chercheurs, les universités sud-africaines figurent parmi les meilleures sur le continent et au-delà. Dans le domaine spatial, et hier nous avons d'ailleurs lancé une coopération, nous avons décidé de rejoindre l'Afrique du Sud parmi un petit groupe de pays qui développe les télescopes de taille inédite jusqu'à présent et une partie est développée ici. Dans le domaine de l'innovation, les startups et incubateurs français installés dans ce pays, au Cap, notamment - je l'évoquais tout à l'heure qui était la première French Tech en Afrique, mais aussi à Johannesburg, à Durban, développent des projets communs. Donc il y a un écosystème de recherche et entrepreneurial qui est inédit.

Ensuite, sur le plan culturel et artistique, on a plusieurs artistes qui sont là, Thebe Magugu et quelques autres que nous suivons depuis plusieurs années, il y a un travail extraordinaire qui a été fait par l'ambassade ces derniers temps pour développer ces liens. Nous voulons aller plus loin. Et je le dis d'un mot parce que je veux que vous l'ayez tous en tête. Au-delà du travail bilatéral, de ce qui est fait, de ce que vous portez et de la contribution que vous apportez, notre volonté, c'est de donner un nouveau tournant à ce partenariat humain à travers le sommet que nous allons organiser en octobre à Montpellier. C'est un immense travail. Je le dis d'autant plus facilement que ce n'est pas moi qui le fais, mais cette équipe de quelques personnes au sein de la cellule diplomatique, quelques personnes au Quai, et Achille MBEMBE qui je crois est avec nous ce matin, Achille doit être dans les parages, qui vraiment est torturé littéralement par mes équipes, mais qui mène un travail colossal partout dans les sociétés civiles. Merci Achille -il est là-bas, il se cache - qui prend beaucoup de son temps pour organiser ce dialogue. Je le dis avec beaucoup d'humilité parce que c'est un risque pris. Lui a pris beaucoup de risques pour nous aider dans ce travail et je l'en remercie parce que c'est toujours l'objet de beaucoup de critiques. Mais c'est un risque sincère que nous prenons de dire comment des intellectuels, des associatifs, des sportifs, des artistes, des jeunes de tous horizons parlent de leur relation entre l'Afrique et la France. Comment ils la qualifient, comment ils la voient, comment ils veulent la faire transformer et qu'est-ce qu'ils veulent en faire ? Et ce n'est pas nous d'apporter des réponses d'en haut. C'est dire : Quel imaginaire commun ? Quelles ambitions communes on décide d'avoir ? Et qu'est-ce qu'on en fait ? Et donc, à Montpellier, nous allons rassembler ces milliers de personnes qui ont travaillé pendant des mois et nous allons déboucher sur une forme de programme, stratégie, un plan de reconquête en quelque sorte, mais qui sera porté par le terrain, et ce partenariat, pour moi, est extrêmement important. Il vient compléter tout ce qui est fait sur le plan institutionnel, gouvernemental, par des acteurs installés parce qu'il va aider aussi à changer les regards et les esprits. Et pour nous, Françaises et Français, c'est très important parce que, je l'espère aussi des millions de jeunes gens qui ont une histoire avec l'Afrique, par leurs familles, par des générations ou qui viennent de premières générations du continent africain, on va enfin leur dire "On a quelque chose à bâtir en commun." On ne va pas leur dire "C'est un problème et vous devez vous intégrer." On va leur dire "Vous êtes une chance pour la France et vous allez nous aider à développer cette histoire commune." Et donc de manière très égoïste, je le fais parce que j'y crois pour l'Afrique que j'aime, mais je le fais parce que je pense que c'est essentiel pour notre pays. Et donc, le rendez-vous de Montpellier dans le cadre de ces partenariats est essentiel et je remercie vraiment tous les artistes, tous les intellectuels et tous les talents ici présents qui y participent.

Il y a une deuxième rencontre dans le cadre de ces échanges de talents et de ces échanges humains, avant de conclure, que je voulais aussi souligner auprès de vous. C'est que dans ces échanges humains, dans ces combats que nous menons et qui nous lient à l'Afrique, il y a l'égalité femmes-hommes. Je disais hier au président RAMAPHOSA, quand on passait en revue, si je puis m'exprimer ainsi, nos gouvernements respectifs, je dis "C'est woman power est en acte en Afrique du Sud." Il y a plus de ministres femmes, c'est très impressionnant et il y tient. Et ce pays a construit ça dans ses gènes aujourd'hui.

Je crois que Phumzile Mlambo-Ngcuka est avec nous aussi pour UN Women. Dans les prochaines semaines, nous aurons à Paris « Pékin +25 », et donc l'équipe que vous avez là va piloter ce rendez-vous qui est la mobilisation de la communauté internationale pour justement l'égalité femmes-hommes et tous les grands combats que nous avons à mener sur le sujet. Ce n'est pas une question accessoire, c'est une question de justice. C'est une question de développement économique, d'innovation. C'est une question politique et culturelle et je suis très fier qu'avec Phumzile, avec le Président mexicain, on puisse parrainer ce rendez-vous à Paris. Il y aura des dirigeants du monde entier et on va avoir un agenda, là aussi, de lutte contre les violences faites aux femmes, de lutte législative pour justement regagner des combats sur le droit des femmes à disposer de leur corps, pour l'inclusion économique, pour l'égalité économique et de décision. Et ça, c'est cœur aussi sur la culture partagée avec l'Afrique du Sud et je vous invite vraiment à la fois à préparer ce rendez-vous, mais à y être présent et à le faire vivre ensuite, parce que tout cela n'a de sens que si on le fait vivre au quotidien.

Cette relation humaine, ce partenariat que j'évoque, vous le faites vivre au quotidien avec plus de 9 000 Français qui sont au registre consulaire sur l'ensemble du territoire, mais en fait beaucoup plus on le sait, qui sont installés dans le pays. Nombre d'entre vous sont expatriés en familles avec des enfants en âge d'être scolarisés et je veux vraiment remercier toutes celles et ceux qui vous permettent de le faire. Les lycées français Jules Verne à Pretoria et Johannesburg et François Levaillant au Cap, accueillent 1500 élèves, plus de 70 nationalités différentes et je veux vraiment ici rendre hommage aux équipes de direction, aux enseignants, à l'ensemble des personnels de ces établissements, parce que je sais que ça a été très dur pendant cette crise, même si on a fait le maximum pour accompagner. Mais ils se sont dépensés sans compter pour assurer la continuité de l'enseignement, avec le soutien de l'AEFE, mais tout cela requiert un engagement humain exceptionnel, un engagement, une générosité et donc un immense merci et je pense qu'on peut les applaudir.

Voilà les quelques convictions que je voulais partager avec vous. Vous l'avez compris, je vous parle de ce qu'on fait en France, de ce sur quoi on avance, mais je vous parle en même temps de ce que nous avons l'ambition de réussir avec le continent africain, pour le continent africain et en particulier pour l'Afrique du Sud. Parce qu'aujourd'hui, je crois plus encore qu'hier, nous avons compris à quel point nous avons tous destins liés. Cette crise, je crois, l'a rendu transparent à tous nos concitoyens. Personne n'a pu penser une seule seconde qu'on pouvait se sortir de la crise sans être européen. C'est pour ça que Jens SPAHN merci encore pour ta présence à nos côtés ici, c'est très symbolique, très fort. Je pense qu'il y a 20 ans, on aurait réagi de manière nationale. Là, on a acheté des vaccins ensemble, on s'est coordonnés, on a émis de la dette ensemble. C'est une révolution parce qu'on a compris qu'on ne pouvait s'en sortir qu'en Européens.

Mais au-delà de ça, nous sommes convaincus, nous, Européens, qu'on ne peut pas s'en sortir sans l'Afrique et qu'on ne peut pas s'en sortir si la reconquête n'est pas mondiale. Et encore une fois, c'est à la fois de la lucidité, mais je crois pour beaucoup de gens aussi, une vraie révélation. Ce qui veut dire que le rêve de tomber le masque, d'en finir avec tout ça, parce que je vais devoir le remettre après m'être exprimé, donc je goûte cette parenthèse dorée, mais il est accessible, mais il n'est accessible que s'il est partagé. J'ai compris qu'il y avait une notion sud-africaine, Hapo, qui est l'idée du rêve qu'on partage justement avec les autres. Je crois que c'est exactement ça, la sortie de crise, c'est vraiment le Hapo. Il n'y a pas de rêve s'il ne se tient que dans un pays ou dans une partie du globe. La sortie du Covid, ce sera un Hapo mondial.

Donc, voilà les quelques convictions que je voulais partager avec vous. Nous allons nous en sortir. Il faut encore parfois un peu de patience. Il faut garder la résilience qu'on a eu pendant l'année passée que nous venons de franchir. Mais il faut en sortir avec l'humilité qu'on a acquise, les convictions que nous avons forgées de solidarité, et une ambition décuplée parce que tout se joue dans ces moments où on sort de la crise, où on redresse comme ça la tête et où ça doit nous donner encore plus d'énergie pour aller de l'avant ensemble. Donc merci de porter cette part d'ambition, de générosité qui est la nôtre ici. Et je suis très heureux de pouvoir passer un moment avec vous.

Vive l'amitié franco-sud-africaine ! Vive l'Afrique du Sud et vive la France !